

ENTRETIEN AVEC

Marc Dufumier, professeur à l'AgroParisTech

« Refonder une recherche agronomique pour les pays du Sud »

Agronome, Marc Dufumier est professeur d'agriculture comparée. Il a écrit plusieurs ouvrages sur l'agriculture paysanne, dont *Agricultures africaines et marché mondial* (Fondation Gabriel Péri, 2007) et *Agricultures et paysanneries des tiers mondes* (Karthala, 2004).

Daewoo projetait de louer 1,3 million d'hectares à Madagascar. Cette course à l'accaparement des terres cultivables des pays du Sud par des multinationales et certains États vous inquiète-t-elle ?

→ **Marc Dufumier :** Sur les terres que le précédent gouvernement malgache s'apprêtait à concéder, des familles cultivent déjà du riz dans les vallées et se consacrent à l'élevage pastoral dans les zones non inondables. Madagascar était prête à louer ces terres et à faire venir une main-d'œuvre étrangère pour fournir la Corée en maïs et en huile de palme. C'est une façon de chasser ses propres paysans. C'est gravissime et extrêmement inquiétant. Le phénomène n'est pas complètement nouveau et Daewoo n'est pas le seul sur les rangs. Des compagnies indiennes convoitent également les terres malgaches. Michelin s'est fait concéder des plantations d'hévéas au Nigeria et au Cambodge. La Chine et le Vietnam se sont fait concéder beaucoup de terres au Laos, sensiblement moins peuplé. Cette course à la terre s'est accélérée de façon considérable avec la crise alimentaire de ces deux dernières années. C'est révélateur de l'inquiétude de certains pays déficitaires en vivres qui préfèrent produire eux-mêmes à l'étranger plutôt que de passer par des contrats. C'est très révélateur surtout de l'état d'esprit de certains chefs d'État qui considèrent que leur propre paysannerie est incapable de produire plus.

Cette course à la terre se justifierait donc

par les futurs rendements que procurerait l'agriculture intensive ?

→ Ils promettent des rendements mirobolants le temps d'obtenir la concession. Comme Daewoo qui voulait faire de la monoculture de maïs sur des terres semi-arides de l'Ouest malgache, soumises à des aléas climatiques considérables. Cette agriculture mécanisée est intensive en intrant chimique à l'hectare, mais procure très peu de travail. Elle remplace la force de travail nationale par des machines importées. Il faut, au contraire, privilégier une agriculture paysanne de taille moyenne, la plus favorable à l'intérêt général. Cette agriculture familiale qui travaille pour son propre compte dans son exploitation est régie par la volonté des agriculteurs de mieux utiliser leur propre force de travail. Ils sont prêts à travailler intensément les terres et à faire l'usage le plus intensif des ressources naturelles renouvelables. Pour éviter les coûts monétaires, ils utiliseront, au mieux, les rayons du soleil pour la photosynthèse, l'azote de l'air pour la fabrication de protéines, et les éléments minéraux du sous-sol pour fertiliser la couche arable. Ils mettront en place des systèmes de production diversifiés pour étaler les temps de travaux tout au long de l'année. L'agriculture paysanne fait aussi le meilleur usage de la force de travail : elle ne la remplacera jamais par des machines tant que la famille n'est pas assurée de trouver un emploi à l'extérieur. La monoculture agrocapialiste substitue des machines aux paysans pour produire plus par heure de travail. Le tracteur en

→

→ tant que tel n'accroît pas les rendements à l'hectare, il permet de labourer plus de surface par actif.

Le transfert des sciences et des technologies agricoles peut-il aider cette agriculture paysanne ?

→ Il faudrait essayer de relativiser, et même de bannir le concept de transfert de technologies. Le risque est de transférer, dans les pays du Sud, des techniques qui se sont développées, au Nord, sur deux siècles, en plusieurs étapes. En entraînant un exode rural : en France, les agriculteurs ne représentent aujourd'hui que 3 % de la population active. Avant la motomécanisation – l'introduction des tracteurs et des machines –, les pays du Nord ont opéré une révolution agricole préalable : l'association agriculture-élevage. Cette période a permis de résoudre les problèmes de fertilité des terrains et de tirer parti de la force de travail paysanne. Dans les pays du Sud, cette révolution préalable n'a eu lieu que dans certains écosystèmes comme les rizières. Dans un grand nombre de régions, elle ne s'est pas encore produite. L'agriculture reste manuelle, elle n'utilise pas la traction animale et le fumier : avant d'introduire des technologies du Nord, il faudrait déjà régler les questions de reproduction de la fertilité des terres.

Qu'est-ce qu'il conviendrait de faire rapidement ?

→ La recherche a trop longtemps consisté à mettre au point dans nos stations expérimentales de nouvelles variétés de plantes, pour améliorer le potentiel de leur rendement à l'unité de surface. Pour ensuite transférer – du haut vers le bas – ces variétés chez les agriculteurs du Sud. L'erreur réside dans le fait de croire que c'est à l'échelle d'une seule variété de plante à haut potentiel génétique que l'on parviendra à améliorer le rendement. Il nous faut pour les pays du Sud reconcevoir la recherche agronomique – une recherche agroécologique – pour essayer d'accroître ce rendement avec des associations végétales et des rotations complexes. Il faut veiller à ce qu'aucun rayon du soleil ne tombe à terre comme chez nous entre les lignes de blé ou de maïs. Il faut s'arranger pour que les feuilles des plantes – le plus longtemps dans l'année, le plus rapidement et sur la plus grande surface possible – interceptent tous les rayons du soleil. À partir de cette énergie lumineuse, les plantes font des calories alimentaires – principe de la photosynthèse. Il faut que ces plantes trouvent de l'eau, et en profondeur pendant la

saison sèche. Ces enjeux sont beaucoup plus savants que la seule recherche génétique sur une variété.

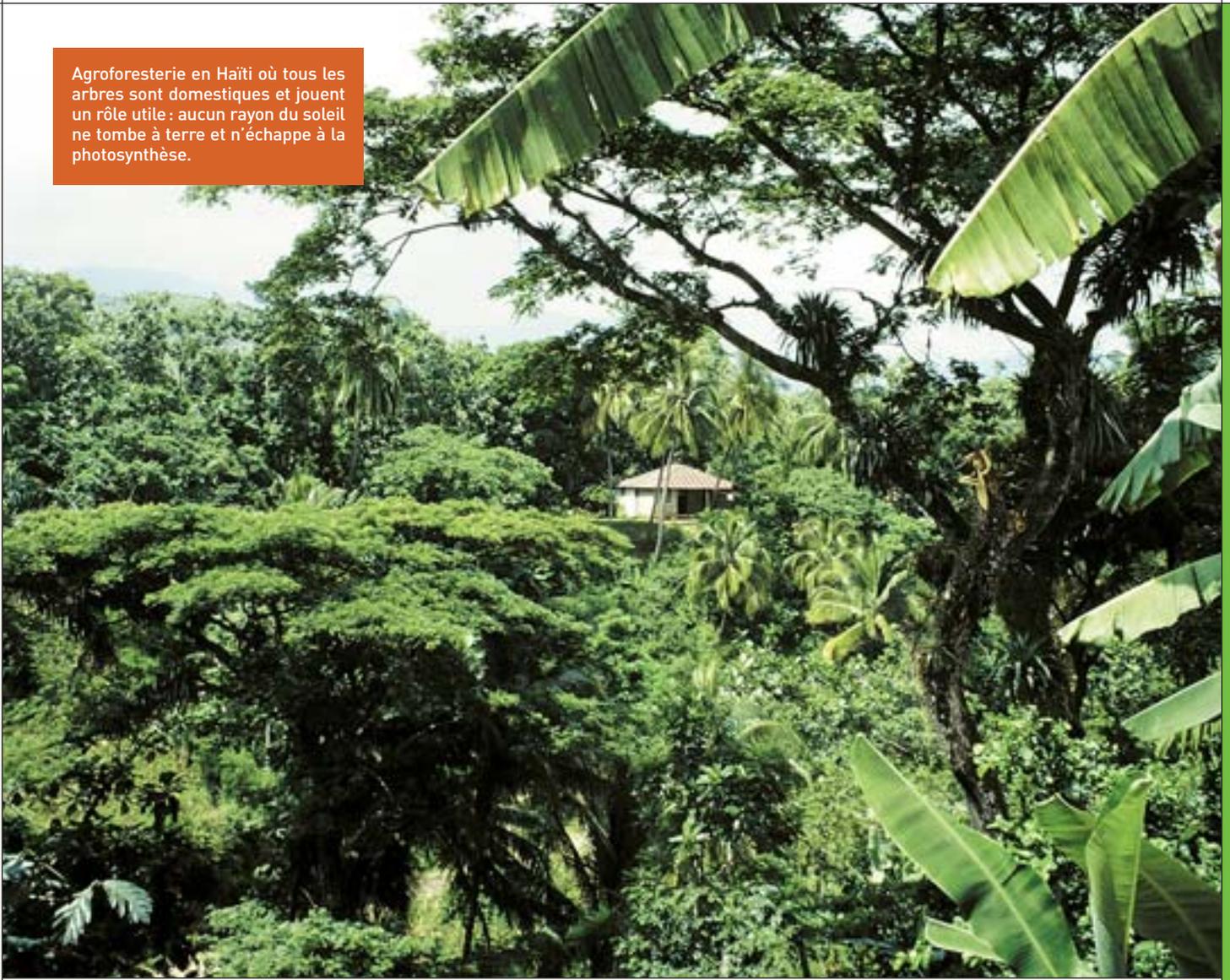
La recherche agronomique se préoccupe déjà de ces enjeux ?

→ Nous pouvons et nous savons le faire : des écologues peuvent très bien travailler sur la maximisation de la photosynthèse par des associations végétales, quitte à s'inspirer d'écosystèmes naturels. Il conviendra d'adapter cette recherche aux milliers d'écosystèmes existants et non plus de transférer des variétés dans les pays du Sud et d'exiger des agriculteurs qu'ils modifient brutalement leurs écosystèmes. En adaptant tous les écosystèmes du Sud à un faible nombre de variétés, nous les avons violentés, fragilisés et simplifiés à l'extrême en ne voulant voir qu'une variété sans mauvaises herbes ni insectes prédateurs. Nous avons confondu le progrès avec la fuite en avant, vers toujours plus de simplifications, de produits chimiques qui sont hors de portée des agriculteurs – des engrais de synthèse pour que le potentiel génétique de la plante s'exprime, des engrais azotés très coûteux en énergies fossiles pour compenser l'absence de légumineuses, des pesticides de deuxième génération pour combattre des chenilles résistantes, puis des OGM, etc. Il faut refonder une recherche agronomique d'accompagnement des agriculteurs qui, pour chaque écosystème, contribuera à modéliser le fonctionnement des peuplements végétaux sur les parcelles paysannes, à prédire ce qui se passerait au cas où on introduirait un arbre fourrager, une autre légumineuse, etc. Il faut repenser des rotations de cycles courts, pour associer différentes productions, afin d'optimiser le recours aux cycles de l'eau, du carbone et de l'azote et des autres éléments minéraux. Par exemple pour l'eau, il faut privilégier son infiltration dans les sols plutôt que le ruissellement ou des systèmes d'irrigation entraînant des barrages coûteux et la salinisation des sols. Si les agronomes accompagnaient les innovations paysannes pour essayer de faire le meilleur usage des ressources naturelles, on ne parlerait peut-être plus du problème de la faim.

Le principe de libre-échange de l'OMC ne s'y oppose-t-il pas ?

→ L'agriculteur français ou américain produit mille fois plus de céréales – 500 tonnes par an – que le paysan sénégalais de Casamance – 500 kg. Notre agriculture productiviste est aussi « destructive » en carburant, en engrais azotés, en

Agroforesterie en Haïti où tous les arbres sont domestiques et jouent un rôle utile : aucun rayon du soleil ne tombe à terre et n'échappe à la photosynthèse.



© MARC DUFUMIER

produits phytosanitaires. Il faut aussi prendre en compte l'usure des engins agricoles. Si on retire ces valeurs perdues, il reste un cinquième de valeur ajoutée. Soit 100 tonnes qui correspondent à la vraie création de richesse. À comparer aux 500 kg, soit un rapport de 1 à 200. Pour vendre sa récolte sur le marché de Dakar, l'agriculteur de Casamance doit s'aligner sur le prix du riz de Louisiane. Il accepte donc une rémunération de son travail 200 fois inférieure à celle de son concurrent. Et il est condamné à la stagnation : s'il emprunte, il risque de ne pas pouvoir rembourser, de perdre ses terres et de devoir migrer. Pour que leurs populations reconquerraient leur sécurité et leur souveraineté alimentaires, il faut absolument que les gouvernements du Sud puissent fixer des droits de douane à leurs frontières et se protéger de nos excédents céréaliers. Il faut que les pays du Nord cessent de vouloir, à tout prix, exporter là-bas leurs surplus.

Si nous voulons notre autosuffisance avec des prix rémunérateurs, fixons des quotas et diversifions notre production. La France et l'Europe doivent aller à l'OMC pour dire que nous renonçons à produire des excédents de céréales, de sucre, de poudre de lait et de viande, destinés à l'exportation vers les pays pauvres et déficitaires. En échange, nous devons obtenir le droit de ne pas importer du soja des États-Unis ou des latifundia brésiliens et argentins, dont une partie de la population souffre de la faim. Nous devons dire haut et fort à l'OMC que nous autorisons les pays pauvres et déficitaires à fixer des droits de douane, à rémunérer leurs agriculteurs pour leur permettre d'épargner et d'investir. Nous devons leur donner une chance d'atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires. ■

Propos recueillis par Laurent Lefèvre